

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1998 Nr. 199

---

---

A. TITEL

*Verdrag tot verbod van kernwapens in Latijns-Amerika („Verdrag van Tlatelolco”), met Aanvullende Protocollen; Mexico, D.F., 14 februari 1967*

B. TEKST

De Engelse en de Spaanse tekst van Verdrag en Aanvullende Protocollen zijn geplaatst in *Trb.* 1968, 145.

Voor de ondertekeningen van het Verdrag en de Protocollen zie *Trb.* 1968, 145 en *Trb.* 1971, 200.

Het *Verdrag* is overeenkomstig zijn artikel 25, eerste lid, nog ondertekend voor de volgende Staten:

|                                         |                  |
|-----------------------------------------|------------------|
| Grenada . . . . .                       | 29 april 1975    |
| Suriname . . . . .                      | 13 februari 1976 |
| Bahamas . . . . .                       | 29 november 1976 |
| Antigua en Barbuda . . . . .            | 11 oktober 1983  |
| Dominica . . . . .                      | 2 mei 1989       |
| Sint Vincent en de Grenadinen . . . . . | 14 februari 1992 |
| Sint Christopher en Nevis . . . . .     | 18 februari 1994 |
| Guyana . . . . .                        | 16 januari 1995  |
| Cuba <sup>1)</sup> . . . . .            | 25 maart 1995    |

<sup>1)</sup> Onder de volgende verklaring:

«El Gobierno de la República de Cuba declara que los obstáculos que hasta el momento han impedido la plena incorporación de la República de Cuba al Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en América Latina y el Caribe están presentes y continúan afectando seriamente la seguridad cubana. La única potencia nuclear en esta parte del mundo, los Estados Unidos de América, sostiene contra Cuba una política de hostilidad; acentúa su bloqueo económico, comercial y financiero; refuerza su campaña contra el país y mantiene por la fuerza y en contra de la voluntad de nuestro pueblo la ocupación ilegal de una parte del territorio nacional por donde incluso transitan sus buques con armas nucleares, problema cuya solución deberá en el futuro ser considerada como condición para que nuestro país permanezca en ese Tratado.»

Het *Eerste Aanvullend Protocol* is voorts nog ondertekend voor de volgende Staten:

de Verenigde Staten van Amerika . . . . . 26 mei 1977  
Frankrijk<sup>1)</sup>. . . . . 2 maart 1979

<sup>1)</sup> Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

«Le Gouvernement français, en raison de ce que les territoires français situés dans la zone du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine sont une partie intégrante de la République française, ne peut signer le Protocole additionnel n° 1 de ce Traité qu'en tant que responsable «de jure» de ces territoires. Il attend des Gouvernements signataires de ce Traité, réunis au sein de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine, qu'ils prennent acte de ce que sa participation à ce protocole ne s'effectue qu'en cette qualité.

Le Gouvernement français, en signant le protocole additionnel n° 1 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine et sous réserve, pour son entrée en vigueur à l'égard de la France, de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, exprime les réserves et fait les déclarations interprétatives qui suivent:

1) Aucune disposition de ce protocole ou des articles du Traité auquel il renvoie ne saurait porter atteinte au plein exercice du droit de légitime défense confirmé par l'article 51 de la Charte des Nations-Unies.

2) Conformément à l'article 4 § 1 du Traité, la zone d'application des engagements résultants du Traité est constitué par l'ensemble des territoires définis à l'article 3 du Traité, étant entendu que la législation à laquelle il est fait référence dans cet article 3 doit être conforme au droit international. Pour le Gouvernement français, toute zone plus étendue et notamment celle visée à l'article 4 § 2 du Traité ne pourrait être considérée comme établie conformément au droit international et en conséquence il ne pourrait accepter que le Traité s'y applique.

3) Le Gouvernement français n'accepte pas que les obligations résultant du Protocole n° 1, qui renvoie aux articles premier et 13 du Traité, s'appliquent au transit, par des territoires de la République française situés dans la zone du Traité et à destination d'autres territoires de la République française, de dispositifs définis à l'article 5 du Traité.

4) Le Gouvernement français, en souscrivant du fait de son acceptation de l'article premier du Protocole n° 1 aux obligations définies à l'article premier du Traité, considère que ces obligations s'appliquent exclusivement aux activités énumérées à cet article qui se déroulent sur les territoires français au titre desquels est signé le Protocole n° 1. Il ne saurait accepter que ces obligations puissent s'interpréter comme limitant en aucune façon la participation des populations de ces territoires à de telles activités se déroulant en dehors de la zone et à l'effort de défense nationale de la République française.

5) Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du Protocole s'appliquent au texte du Traité tel qu'il existe au moment de la signature du Protocole par le Gouvernement français. En conséquence, aucun amendement à ce Traité, qui serait entré en vigueur conformément à l'article 29 de ce dernier, ne sera opposable au Gouvernement français sans le consentement exprès de ce dernier.»

Het *Tweede Aanvullend Protocol* is voorts nog ondertekend voor de volgende Staten:

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| Frankrijk <sup>1)</sup> . . . . .   | 18 juli 1973     |
| China <sup>2)</sup> . . . . .       | 21 augustus 1973 |
| Sowjet-Unie <sup>3)</sup> . . . . . | 18 mei 1978      |

1) Onder de volgende verklaringen:

«1. Le Gouvernement français interprète l'engagement énoncé à l'article 3 du Protocole comme ne faisant pas obstacle au plein exercice du droit de légitime défense confirmé par l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

2. Le Gouvernement français prend acte de l'interprétation du traité donnée par la Commission préparatoire et reproduite dans l'acte final, selon laquelle le traité ne s'applique pas au transit, dont l'autorisation ou le refus est de la compétence exclusive de chaque État partie conformément aux règles et principes pertinents du droit international.

3. Le Gouvernement français considère que l'application de la législation visée à l'article 3 du traité s'entend d'une législation conforme au droit international.

4. Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du Protocole s'appliquent au texte du traité de Tlatelolco tel qu'il existe au moment de la signature du Protocole par le Gouvernement français. En conséquence, aucun amendement à ce traité, qui serait entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29 de ce dernier, ne sera opposable au Gouvernement français sans le consentement exprès de ce dernier.

Dans le cas où la déclaration interprétative ainsi faite par le Gouvernement français serait en tout ou partie contestée par une ou plusieurs des parties contractantes au traité ou au Protocole no. II, ces instruments seraient sans effet dans les relations entre la République française et le ou les États contestataires».

2) Onder de volgende verklaringen:

“The Latin American countries proposed the establishment of a nuclear-weapon-free zone in Latin America with a view to countering the policy of nuclear threat and blackmail pursued by the superpowers and safeguarding the peace and security of Latin America. The Chinese Government respects and supports this just position and, complying with the request of the United States of Mexico and other Latin American countries, has decided to sign Additional Protocol II to the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America in Mexico City on August 21, 1973.

The Chinese Government has always stood for the complete prohibition and thorough destruction of nuclear weapons and maintained that, as the first step, all nuclear countries should first of all undertake not to use nuclear weapons, particularly not to use them against non-nuclear countries and nuclear-weapon-free zones. The Chinese Government has repeatedly declared that at no time and in no circumstances will China be the first-to use nuclear weapons. On behalf of the Chinese Government, China's Minister of Foreign Affairs Chi Peng-fei gave a specific undertaking in regard to the nuclear-weapon-free zone in Latin America on November 14, 1972. The Chinese Government will now reiterate this undertaking: China will never use or threaten to use nuclear weapons against non-nuclear Latin American countries and the Latin American nuclear-weapon-free zone; nor will China test manufacture, produce, stockpile, install or deploy nuclear weapons in these countries or in this zone, or send her means of transportation and delivery carrying nuclear weapons to cross the territory, territorial sea or air space of Latin American countries.

It is necessary to point out that the signing of Additional Protocol II to the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America by the Chinese Government does not imply any change whatsoever in China's principled stand

on the disarmament and nuclear weapons issue and, in particular, does not affect the Chinese Government's consistent stand against the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons and the Partial Nuclear Test Ban Treaty, which have been used by certain countries possessing huge numbers of nuclear weapons in an attempt to establish their nuclear monopoly, nuclear superiority and nuclear hegemony in the world. China is developing nuclear weapons, solely because she is compelled to do so, and she is developing them entirely for defensive purposes as well as for breaking the nuclear monopoly and proceeding from there to the elimination of nuclear weapons.

What merits attention in the view of the Chinese Government is that, under the smokescreen of "detente", the superpowers, which possess huge numbers of nuclear weapons, are now continuing to intensify their nuclear arms race and their contention for spheres of influence, thus gravely threatening the peace and security of non-nuclear countries and nuclear-weapon-free zones. The Chinese Government holds that, in order that Latin America may truly become a nuclear-weapon-free zone, all nuclear countries, and particularly the superpowers, which possess huge numbers of nuclear weapons, must first of all undertake earnestly not to use or threaten to use nuclear weapons against the Latin American countries and the Latin American nuclear-weapon-free zone, and they must be asked to undertake to observe and implement the following: (1) dismantling of all foreign military bases in Latin America and refraining from establishing any new foreign military bases there; (2) prohibition of the passage of any means of transportation and delivery carrying nuclear weapons through Latin American territory, territorial sea or air space.

The Chinese Government hopes that the Latin American countries will strengthen their solidarity and advance together in their struggle against the policy of nuclear threat and blackmail pursued by the superpowers and for the establishment of the Latin American nuclear-weapon-free zone. The Chinese Government will continue to make unremitting efforts together with the Latin American countries and all other peace-loving countries for the attainment of the great, long-range objective of the complete prohibition and thorough destruction of nuclear weapons throughout the world." (*vertaling*)

3) Onder de volgende verklaringen:

"Being a consistent champion of the establishment of nuclear-free zones in various regions of the world and wishing to facilitate the efforts by Latin American states in this direction, the Soviet Government has adopted a decision to sign the additional Protocol II to the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America (the Tlatelolco Treaty).

In signing the additional Protocol II to the Tlatelolco Treaty, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics considers it necessary to state the following:

1. The Soviet Union proceeds from the assumption that the operation of Article 1 of this Treaty extends, as is defined in Article 5 of the Treaty, to all explosive nuclear devices and that, consequently, the staging by a party to the Treaty of explosions of nuclear devices for peaceful purposes would constitute a violation of its obligations under Article 1 and would be incompatible with its non-nuclear status. For the states party to this Treaty a solution of the question of peaceful nuclear explosions can be found in keeping with the provisions of Article 5 of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons and within the framework of international procedures set up by the International Atomic Energy Agency.

2. By signing the additional Protocol II, the Soviet Union proceeds from the

assumption that the zone of application of the Treaty at present includes territories to which its operation extends, as is envisaged by Paragraph 1 of Article 4 of the Treaty. The signing by the Soviet Union of the additional Protocol II in no way means the recognition of the possibility of the operation of the Treaty, as is envisaged by Paragraph 2 of Article 4, spreading beyond the territories of signatory states, including the air space and territorial waters established in accordance with international law.

3. As far as the reference in Article 3 of the Treaty to "their legislations" regarding territorial waters, the air space or any other space over which the states party to the Treaty exercise sovereignty is concerned, the signing by the Soviet Union or Protocol II does not imply the recognition of their claims to sovereignty that are at variance with the generally recognised rules of international law.

4. The Soviet Union takes into consideration the interpretation of the Treaty given in the final act of the preparatory commission for announcing Latin America a nuclear-free zone in regard to the provision that the transport of nuclear weapons by parties to the Treaty is covered by the prohibitions envisaged in Article 1 of the Treaty.

5. The final act of the preparatory commission for announcing Latin America a nuclear-free zone gives an interpretation of the Treaty in the sense that the issue of permission for the transit of nuclear weapons at the request of states which are not party to the Treaty lies within the competence of each particular state signatory to it. In this connection the Soviet Union reaffirms its position that the permission of the transit of nuclear weapons in any form would contradict the aims of the Treaty under which, as is especially stated in its preamble, Latin America must be fully free from nuclear weapons, and would be incompatible with the non-nuclear status of the states party to the Treaty and their commitments as defined in Article 1 of the Treaty.

6. Any actions taken by a state or states party to the Tlatelolco Treaty that are inconsistent with their non-nuclear status, as well as the commission by one or several states party to the Treaty of an act of aggression with the backing of a state possessing nuclear weapons or jointly with such a state will be regarded by the Soviet Union as incompatible with the relevant obligations of these countries under the Treaty. In such instances the Soviet Union reserves the right to reconsider its commitments arising from the additional Protocol II.

The Soviet Union also retains the right to reconsider its attitude to the additional Protocol II in the event of any on the part of other states possessing nuclear weapons that are incompatible with their obligations under this Protocol.

7. The Soviet Government declares that the provisions of the articles of the additional Protocol II are applicable to the text of the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America in the wording of the Treaty in which it was finalised by the time of the signing of this Protocol by the Government, of the USSR with regard for the position of the Soviet Union as set forth in this statement. In this connection no amendment to this Treaty which would enter into force in accordance with the provisions of Articles 29 and 6 of the Treaty without express consent by the USSR will be binding on the Soviet Union." (*vertaling*)

#### C. VERTALING

Zie *Trb.* 1968, 145.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1971, 200.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1968, 145<sup>1)</sup> en *Trb.* 1971, 200.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 26, tweede lid, van het Verdrag een akte van bekrachtiging van het *Verdrag* bij de Regering van de Verenigde Mexicaanse Staten nedergelegd:

|                                                       |                  |
|-------------------------------------------------------|------------------|
| Costa Rica <sup>2)</sup> . . . . .                    | 25 augustus 1969 |
| Paraguay <sup>2)</sup> . . . . .                      | 11 juni 1971     |
| Colombia <sup>3)</sup> . . . . .                      | 4 augustus 1972  |
| Chili <sup>4)</sup> . . . . .                         | 9 oktober 1974   |
| Grenada <sup>2)</sup> . . . . .                       | 20 juni 1975     |
| Bahamas <sup>2)</sup> . . . . .                       | 26 april 1977    |
| Suriname <sup>2)</sup> . . . . .                      | 10 juni 1977     |
| Antigua en Barbuda <sup>2)</sup> . . . . .            | 11 oktober 1983  |
| Sint Vincent en de Grenadinen <sup>5)</sup> . . . . . | 14 februari 1992 |
| Dominica <sup>6)</sup> . . . . .                      | 4 juni 1993      |
| Argentinië <sup>2, 7)</sup> . . . . .                 | 18 januari 1994  |
| Belize <sup>2)</sup> . . . . .                        | 9 november 1994  |
| Guyana <sup>8)</sup> . . . . .                        | 16 januari 1995  |
| Saint Kitts en Nevis <sup>9)</sup> . . . . .          | 18 april 1995    |
| Sint Lucia <sup>2)</sup> . . . . .                    | 2 juni 1995      |

<sup>1)</sup> De Regering van *Brazilië* heeft op 30 mei 1994 een verklaring afgelegd als bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het Verdrag.

<sup>2)</sup> Onder aflegging van een verklaring als bedoeld in artikel 28, eerste lid, van het Verdrag.

<sup>3)</sup> Colombia heeft op 6 september 1972 een verklaring als bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het Verdrag afgelegd.

<sup>4)</sup> Op 18 januari 1994 heeft Chili een verklaring als bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het Verdrag afgelegd.

<sup>5)</sup> Een verklaring als bedoeld in artikel 28, tweede lid, is door Sint Vincent en de Grenadinen op 11 mei 1992 afgelegd.

<sup>6)</sup> Dominica heeft op 25 augustus 1993 een verklaring als bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het Verdrag afgelegd.

<sup>7)</sup> De Regering van *Argentinië* had op 7 december 1993 met betrekking tot de Falklandeilanden, Zuid-Georgia en de Zuid-Sandwich-eilanden de volgende verklaring afgelegd:

«La República Argentina rechaza lo expresado por el Reino Unido de Gran

Bretaña e Irlanda del Norte al firmar y ratificar el Protocolo Adicional I y el Protocolo Adicional II al Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en América Latina y el Caribe respecto a las Islas Malvinas, Georgias del Sur, Sandwich del Sur y sus espacios marítimos circundantes, y reafirma su soberanía sobre dichas islas que forman parte integrante de su territorio nacional.

Por consiguiente, la referencia que el Tratado hace en su artículo 3° «a su propia legislación», se refiere exclusivamente a la legislación, que resulte compatible con le anteriormente expresado.

La República Argentina recuerda que la Asamblea General de las Naciones Unidas ha adoptado las Resoluciones [...] por las que se reconoce la existencia de una disputa de soberanía y pide a los Gobiernos de la República Argentina y del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte que entablen negociaciones con miras a encontrar los medios de resolver pacífica y definitivamente los problemas pendientes entre los dos países, incluidos todos los aspectos sobre el futuro de las Islas Malvinas de acuerdo con la Carta de las Naciones Unidas».

De Regering van het *Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland* heeft daarop de volgende verklaring afgelegd:

“The British Government has no doubts concerning the sovereignty of the United Kingdom over the Falkland Islands, South Georgia and the South Sandwich Islands. Therefore, the United Kingdom has no doubts its legitimate rights to extend the Treaty of Tlatelolco over these territories. The British Government can only reject all claims by the Government of Argentina over these islands as part of the Argentine territory.”

<sup>8)</sup> Guyana heeft op 6 mei 1996 een verklaring met betrekking tot letters b, c en d van artikel 28, eerste lid, van het Verdrag afgelegd.

Op 24 mei 1997 heeft Guyana een aanvullende verklaring afgelegd waarbij het eveneens afziet van de vervulling van de vereisten genoemd in letter a van dat lid.

<sup>9)</sup> Saint Kitts en Nevis hebben op 14 februari 1997 een verklaring als bedoeld in artikel 28, tweede lid, van het Verdrag afgelegd.

Behalve de in *Trb.* 1971, 200 genoemde Staten heeft nog de volgende Staat in overeenstemming met artikel 26, tweede lid, van het Verdrag, juncto artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol een akte van bekrachtiging van het *Eerste Aanvullend Protocol* bij de Regering van de Verenigde Mexicaanse Staten nedergelegd:

de Verenigde Staten van Amerika<sup>1)</sup> . . . 23 november 1981

<sup>1)</sup> Onder de volgende verklaringen:

“I. That the United States Government understands the reference in Article 3 of the treaty to “its own legislation” to relate only to such legislation as is compatible with the rules of international law and as involves an exercise of sovereignty consistent with those rules, and accordingly that ratification of Additional Protocol II by the United States Government could not be regarded as implying recognition, for the purpose of this treaty and its protocols, or for any other purpose, of any legislation which did not, in the view of the United States, comply with the relevant rules of international law.

That the United States Government takes note of the Preparatory Commission’s interpretation of the treaty, as set forth in the Final Act, that, governed by the principles and rules of international law, each of the contracting parties retains

exclusive power and legal competence, unaffected by the terms of the treaty, to grant or deny non-contracting parties transit and transport privileges.

That as regards the undertaking in Article 3 of Protocol II not to use or threaten to use nuclear weapons against the Contracting Parties, the United States Government would have to consider that an armed attack by a Contracting Party, in which it was assisted by a nuclear-weapon state, would be incompatible with the Contracting Party's corresponding obligations under Article 1 of the treaty.

II. That the United States Government considers that the technology of making nuclear explosive devices for peaceful purposes is indistinguishable from the technology of making nuclear weapons, and that nuclear weapons and nuclear explosive devices for peaceful purposes are both capable of releasing nuclear energy in an uncontrolled manner and have the common group of characteristics of large amounts of energy generated instantaneously from a compact source. Therefore the United States Government understands the definition contained in Article 5 of the treaty as necessarily encompassing all nuclear explosive devices. It also understood that Articles 1 and 5 restrict accordingly the activities of the contracting parties under paragraph 1 of Article 18.

That the United States Government understands that paragraph 4 of Article 18 of the treaty permits, and that United States adherence to Protocol II will not prevent, collaboration by the United States with contracting parties for the purpose of carrying out explosions of nuclear devices for peaceful purposes in a manner consistent with a policy of not contributing to the proliferation of nuclear weapons capabilities. In this connection, the United States Government notes Article V of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, under which it joined in an undertaking to take appropriate measures to ensure that potential benefits of peaceful applications of nuclear explosions would be made available to non-nuclear-weapons states party to that treaty, and reaffirms its willingness to extend such undertaking, on the same basis, to states precluded by the present treaty from manufacturing or acquiring any nuclear explosive device.

III. That the United States Government also declares that, although not required by Protocol II, it will act with respect to such territories of Protocol I adherents as are within the geographical area defined in paragraph 2 of Article 4 of the treaty in the same manner as Protocol II requires it to act with respect to the territories of contracting parties."

De Regering van de *Sowjet Unie* heeft op 2 april 1982 naar aanleiding van de afgelegde verklaringen het volgende medegedeeld:

«..... y con relación a la ratificación por los Estados Unidos del Protocolo Adicional I del Tratado y a las observaciones y declaraciones hechas por los Estados Unidos durante dicha ratificación, tiene el agrado de comunicar lo siguiente.

Por la presente se confirma la posición expuesta en las declaraciones hechas por la Unión Soviética durante la firma (el 18 de mayo de 1978) y la ratificación (el 12 de diciembre de 1978) del Protocolo Adicional II del Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina.

La parte soviética considera necesario de nuevo subrayar que el transporte de las armas nucleares está comprendido en las obligaciones del Artículo I del Tratado y por lo tanto permitir el transporte de las armas nucleares en cualquier forma a través de la zona de aplicación del tratado contravendría los objetivos del Tratado según el cual, como se dice en su preámbulo, América Latina debe estar completamente libre de las armas nucleares y sería incompatible con el status desnuclearizado de los países firmantes del Tratado o con sus obligaciones determinadas por el Artículo I del Tratado.

Se ruega que el Gobierno de México, en su calidad de depositario de Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina haga del cono-



cimiento de los gobiernos firmantes del Tratado mencionado y de sus Protocolos Adicionales I y II la posición de la unión Soviética arriba señalada.  
 .....» (*vertaling*)

Behalve de in *Trb.* 1971, 200 genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 26, tweede lid, van het Verdrag, juncto artikel 4 van het Tweede Aanvullend Protocol een akte van bekrachtiging van het *Tweede Aanvullend Protocol* bij de Regering van de Verenigde Mexicaanse Staten nedergelegd:

|                                        |                |
|----------------------------------------|----------------|
| Frankrijk <sup>1)</sup> . . . . .      | 22 maart 1974  |
| China <sup>2)</sup> . . . . .          | 12 juni 1974   |
| de Sovjet Unie <sup>3)</sup> . . . . . | 8 januari 1979 |

<sup>1)</sup> Onder de volgende verklaring:

«Le Gouvernement français est prêt à considérer que les engagements qu'il a acquis sous le Protocole II annexé au Traité de Dénucléarisation de l'Amérique Latine sont appliqués non seulement aux parties signataires, sinon aussi aux territoires pour lesquels l'engagement d'appliquer le statut de dénucléarisation d'accord avec l'Article 1 du Protocole No. I est en vigueur».

<sup>2)</sup> Onder een soortgelijke verklaring als afgelegd bij de ondertekening van het Tweede Aanvullend Protocol. Zie noot 2 van rubriek B op blz. 2 van dit Tractatenblad.

<sup>3)</sup> Onder de volgende verklaring:

«La Unión Soviética parte de que las obligaciones aceptadas por ella de acuerdo con el Protocolo II del Tratado de Tlatelolco, se extienden asimismo a los territorios para los cuales se aplica el status de zona desnuclearizada de acuerdo con el Protocolo I complementario al Tratado.» (*vertaling*)

#### G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1968, 145 en *Trb.* 1971, 200.

Het *Eerste Aanvullend Protocol*, dat oorspronkelijk wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft voor Suriname en de Nederlandse Antillen gold, geldt vanaf 1 januari 1986 voor de Nederlandse Antillen en Aruba. Suriname is op 25 november 1975 onafhankelijk geworden (zie voor Suriname ook rubriek B en E van dit Tractatenblad).

#### J. GEDEVENS

Zie *Trb.* 1968, 145 en *Trb.* 1971, 200.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1997, 106.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1998, 145.

Voor het op 26 oktober 1956 te New York tot stand gekomen Statuut van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1990, 51.

*Wijzigingen van het Verdrag**Wijziging van 3 juli 1990: Titel Verdrag*

De titel van het Verdrag is gewijzigd bij Resolutie 267 (E-V) van 3 juli 1990.

De relevante passage uit die Resolutie luidt als volgt:

“1. To add to the legal denomination of the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America, the words “and the Carribbean”, therefore, rephrase the legal denomination established in Article 7 of the Treaty”.

1. Adicionar a la denominación legal de Tratado para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina, los términos «y el Caribe», y en consecuencia, hacer esta modificación en la denominación legal establecida en el Artículo 7 del Tratado.»

De vertaling van de titel van het Verdrag luidt thans als volgt:

„Verdrag tot verbod van kernwapens in Latijns-Amerika en het Carai-bisch gebied („Verdrag van Tlatelolco”)”.

*Wijziging van 10 mei 1991: Artikel 25, tweede lid, van het Verdrag*

Op 10 mei 1991 is in Mexico Stad aangenomen Resolutie 268 (XII) inzake wijziging van artikel 25, tweede lid, van het Verdrag.

De relevante passage uit die Resolutie luidt als volgt:

“The condition of States Party to the Treaty of Tlatelolco, will be restricted to Independent States in the Zone where the treaty is in force, according to Treaty Article 4, and paragraph 1 of this Article, and which, as of December 10, 1985, were members of the United Nations and to non-autonomous territories mentioned in the document OAS/CER.P, AG/doc. 1939/85 of November 5, 1985, when they achieve their independence”.

«La condición de Estado Parte del Tratado de Tlatelolco, estará restringida a los Estados Independientes comprendidos en la Zona de aplicación del Tratado de conformidad con su Artículo 4, y párrafo 1 del presente Artículo, que al 10 de diciembre de 1985 fueran miembros de las Naciones Unidas y a los territorios no autónomos mencionados en el documento OEA/CER.P, AG/doc. 1939/85 del 5 de noviembre de 1985, cuando alcancen su independencia».

De vertaling van de nieuwe versie van artikel 25, tweede lid, van het Verdrag luidt:

„De voorwaarde van Staten die partij zijn bij het Verdrag van Tlatelolco wordt beperkt tot de Onafhankelijke Staten in de regio waar het Verdrag van kracht is op grond van artikel 4 van het Verdrag en het eerste lid van dit artikel en die op 10 december 1985 lid waren van de Verenigde Naties en tot de niet-autonome gebieden die genoemd worden in

het document OAS/CER.P, AG/doc. 1939/85 d.d. 5 november 1985 zodra zij onafhankelijk worden.”

*Wijziging van 26 augustus 1992 van de artikelen 14, 15, 16, 19 en 20 van het Verdrag*

Op 26 augustus 1992, is te Mexico Stad een Resolutie 290 (VII) aangenomen tot wijziging van de artikelen 14, 15, 16, 19 en 20 van het Verdrag.

De Engelse en de Spaanse tekst van het materiële gedeelte uit de Resolutie luiden als volgt:

*Article 14*

“2. The Parties to the Treaty will simultaneously forward to the Agency a copy of the reports submitted to the International Atomic Energy Agency with regard to matters that are the subject of this Treaty that are relevant to the work of the Agency.

3. The information furnished by the Contracting Parties to the Treaty cannot be, totally or partially, disclosed or transmitted to third parties, by the destinatories of the reports, except when the Contracting Parties confer their express consent.”

*Article 15*

“1. At the request of any of the Contracting Parties and with the authorization of the Council, the Secretary General may request any of the Contracting Parties to provide the Agency with complementary or supplementary information regarding any extraordinary event or circumstance connected with compliance with this Treaty, explaining his reasons. The Contracting Parties to the Treaty undertake to cooperate promptly and fully with the Secretary General.

2. The Secretary General shall immediately inform the Council and the Contracting Parties of such requests and the respective replies.”

To replace Article 16 with the following text:

*Article 16*

“1. The International Atomic Energy Agency has the power of carrying out special inspections subject to Article 12 and to the agreements referred to in Article 13 of this Treaty.

2. At the request of any of the Contracting Parties in accordance with the procedures established in Article 15 of this Treaty, the Council shall submit for the consideration of the International Atomic Energy Agency a request that the necessary mechanisms be put into operation to carry out a special inspection.

3. The Secretary General shall request the Director General of the IAEA to opportunely transmit to him the information forwarded for the knowledge of the Board of Governors of the IAEA with regard to the conclusion of the special inspection. The Secretary General will promptly make this information known to the Council.

4. The Council, through the Secretary General, will transmit said information to all the Contracting Parties to the Treaty.”

*Article 19*

“The Agency may conclude such agreements with the International Atomic Energy as are authorized by the General Conference and as it considers likely to facilitate the efficient operation of the Control System established in the present Treaty.”

To re-enumerate the Articles of the Treaty from Article 20 on.

*Article 20*

“1. The agency may also enter into relations with any international organization or body, especially any which may be established in the future, to supervise disarmament or measures for the control of armaments in any part of the world.

2. The Contracting Parties may, if they see fit, request the advice of the Inter-American Nuclear Energy Commission on all technical matters connected with the application of this Treaty with which the Commission is competent to deal under its Statute.”

*Artículo 14*

«2. Las Partes Contractantes enviarán simultáneamente al Organismo copia de los informes enviados al Organismo Internacional de Energía Atómica en relación con las materias objeto del presente Tratado, que sean relevantes para el trabajo del Organismo.

3. La información proporcionada por las Partes Contractantes no podrá ser divulgada o comunicada a terceros, total o parcialmente, por las destinatarios de los informes, salvo cuando aquéllas lo consientan expresamente.»

*Artículo 15*

«1. A solicitud de cualquiera de las Partes y con la autorización del Consejo, el Secretario General podrá solicitar de cualquiera de las Partes que proporcione al Organismo información complementaria o suplementaria respecto de cualquier hecho o circunstancia extraordinarios que afecten el cumplimiento del presente Tratado, explicando las razones que tuviere para ello. Las Partes Contractantes se comprometen a colaborar pronta y ampliamente con el Secretario General.

2. El Secretario General informará inmediatamente al Consejo y a las Partes sobre tales solicitudes y las respectivas respuestas.»

Texto que sustituye al *Artículo 16* en vigor:

«1. El Organismo Internacional de Energía Atómica tiene la facultad de efectuar inspecciones especiales, de conformidad con el Artículo 12 y con los acuerdos a que se refiere el Artículo 13 de este Tratado.

2. A requerimiento de cualquiera de las Partes y siguiendo los procedimientos establecidos en el Artículo 15 del presente Tratado, el Consejo podrá enviar a consideración del Organismo Internacional de Ener-

gía Atómica una solicitud para que ponga en marcha los mecanismos necesarios para efectuar una inspección especial.

3. El Secretario General solicitará al Director General del OIEA que le transmita oportunamente las informaciones que envíe para conocimiento de la Junta de Gobernadores del OIEA con relación a la conclusión de dicha inspección especial. El Secretario General dará pronto conocimiento de dichas informaciones al Consejo.

4. El Consejo, por conducto del Secretario General, transmitirá dichas informaciones a todas las Partes Contratantes.»

*Artículo 19*

«1. El Organismo podrá concertar con el Organismo Internacional de Energía Atómica los acuerdos que autorice la Conferencia General y que considere apropiados para facilitar el eficaz funcionamiento del sistema de control establecido en el presente Tratado.»

Y se renumera a partir del *Artículo 20* en adelante:

«1. El Organismo podrá también entrar en relación con cualquier organización u organismo internacional, especialmente con los que lleguen a crearse en el futuro para supervisar el desarme o las medidas de control de armamentos en cualquier parte del mundo.

2. Las Partes Contratantes, cuando lo estimen conveniente, podrán solicitar el asesoramiento de la Comisión Interamericana de Energía Nuclear en todas las cuestiones de carácter técnico relacionadas con la aplicación del presente Tratado, siempre que así lo permitan las facultades conferidas a dicha Comisión por su Estatuto.»

De vertaling in het Nederlands luidt:

„*Artikel 14*

2. Van ieder verslag dat de Partijen bij dit Verdrag aan de Internationale Organisatie voor Atoomenergie voorleggen inzake aangelegenheden waarop dit Verdrag betrekking heeft en die betrekking hebben op het werk van de Organisatie, zenden zij tegelijkertijd een afschrift toe aan de Organisatie.

3. De ontvangers van de verslagen mogen de door de Verdragsluitende Partijen verstrekte informatie noch geheel noch gedeeltelijk bekend maken of overdragen aan derden, tenzij de Verdragsluitende Partijen daarvoor uitdrukkelijk toestemming hebben verleend.”

*Artikel 15*

„1. Op verzoek van een van de Verdragsluitende Partijen en met goedvinden van de Raad kan de Secretaris-Generaal, met opgaaf van redenen, een Verdragsluitende Partij verzoeken de Organisatie aanvullende of nadere gegevens te verschaffen met betrekking tot buitengewone gebeurtenissen of omstandigheden die verband houden met de naleving van dit Verdrag. De Verdragsluitende Partijen nemen op zich onverwijld en volledig hun medewerking te geven aan de Secretaris-Generaal.

2. De Secretaris-Generaal stelt de Raad en de Verdragsluitende Partijen onmiddellijk op de hoogte van dergelijke verzoeken en de daarop ontvangen antwoorden.”

*Artikel 16 dient te worden vervangen door de volgende tekst:*

*Artikel 16*

„1. De Internationale Organisatie voor Atoomenergie is bevoegd bijzondere inspecties uit te voeren op grond van artikel 12 en de overeenkomsten bedoeld in artikel 13 van dit Verdrag.

2. Op verzoek van een van de Verdragsluitende Partijen overeenkomstig de in artikel 15 van dit Verdrag neergelegde procedures, verzoekt de Raad de Internationale Organisatie voor Atoomenergie te overwegen de benodigde mechanismen in gang te zetten voor de uitvoering van een bijzondere inspectie.

3. De Secretaris-Generaal verzoekt de Directeur-Generaal van de IAEA indien opportuun om doorgeleiding van de informatie die ter kennisgeving aan de Raad van Beheer van de IAEA is gezonden met betrekking tot de conclusie van de bijzondere inspectie. De Secretaris-Generaal maakt deze informatie onverwijld bekend aan de Raad.

4. De Raad doet de voornoemde informatie, door tussenkomst van de Secretaris-Generaal, onmiddellijk toekomen aan alle Verdragsluitende Partijen bij het Verdrag.”

*Artikel 19*

„De Organisatie kan overeenkomsten aangaan met de Internationale Organisatie voor Atoomenergie voor zover zij zijn goedgekeurd door de Algemene Conferentie en de Organisatie deze bevorderlijk acht voor het doelmatig functioneren van het bij dit Verdrag ingestelde controlestelsel.”

(Artikelnummering van het Verdrag aanpassen vanaf artikel 20)

*Artikel 20*

„1. De Organisatie kan ook betrekkingen aanknopen met elke andere internationale organisatie of internationaal lichaam, met name die welke in de toekomst in het leven kunnen worden geroepen om toezicht te houden op ontwapening of op maatregelen van bewapeningsbeheersing in enig deel van de wereld.

2. De Verdragsluitende Partijen kunnen, indien zij dat zinvol achten, het advies van de Inter-Amerikaanse Commissie voor Kernenergie vragen inzake alle technische aangelegenheden die verband houden met de toepassing van dit Verdrag, en welke de Commissie krachtens haar Statuut bevoegd is te behandelen.”

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 3 juli 1990 ondertekend:

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| Uruguay . . . . .                   | 11 november 1990 |
| Brazilië . . . . .                  | 5 december 1990  |
| Argentinië . . . . .                | 10 december 1990 |
| Chili . . . . .                     | 16 januari 1991  |
| Guyana . . . . .                    | 16 januari 1995  |
| Sint Christopher en Nevis . . . . . | 18 februari 1994 |
| Barbados. . . . .                   | 14 februari 1997 |

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 10 mei 1991 ondertekend:

|                                     |                   |
|-------------------------------------|-------------------|
| Chili . . . . .                     | 3 september 1991  |
| Uruguay . . . . .                   | 17 september 1991 |
| Argentinië . . . . .                | 14 oktober 1991   |
| Brazilië . . . . .                  | 23 januari 1992   |
| Sint Christopher en Nevis . . . . . | 18 februari 1994  |
| Guyana . . . . .                    | 16 januari 1995   |
| Barbados. . . . .                   | 14 februari 1997  |
| Guatemala . . . . .                 | 23 oktober 1997   |

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 26 augustus 1992 ondertekend:

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| Argentinië <sup>1)</sup> . . . . .  | 26 augustus 1992 |
| Brazilië . . . . .                  | 26 augustus 1992 |
| Chili . . . . .                     | 26 augustus 1992 |
| Uruguay . . . . .                   | 26 augustus 1992 |
| Peru . . . . .                      | 9 februari 1993  |
| Jamaica . . . . .                   | 8 juni 1993      |
| Sint Christopher en Nevis . . . . . | 18 februari 1994 |
| Guyana . . . . .                    | 16 januari 1995  |
| Barbados. . . . .                   | 14 februari 1997 |

<sup>1)</sup> Onder een verklaring waarvan de tekst is afgedrukt in rubriek E, noot 6 van dit Tractatenblad.

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 3 juli 1990 bekrachtigd of aanvaard:

|                      |                  |
|----------------------|------------------|
| Argentinië . . . . . | 18 januari 1994  |
| Chili . . . . .      | 18 januari 1994  |
| Brazilië . . . . .   | 30 mei 1994      |
| Suriname . . . . .   | 13 juni 1994     |
| Uruguay . . . . .    | 30 augustus 1994 |
| Guyana . . . . .     | 16 januari 1995  |
| Peru . . . . .       | 14 juli 1995     |
| Ecuador . . . . .    | 18 oktober 1995  |
| Belize . . . . .     | 23 november 1995 |
| Paraguay. . . . .    | 22 oktober 1996  |

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| Barbados. . . . .   | 14 februari 1997 |
| Venezuela . . . . . | 14 februari 1997 |

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 10 mei 1991 bekrachtigd of aanvaard:

|                      |                  |
|----------------------|------------------|
| Argentinië . . . . . | 18 januari 1994  |
| Chili . . . . .      | 18 januari 1994  |
| Brazilië . . . . .   | 30 mei 1994      |
| Suriname . . . . .   | 13 juni 1994     |
| Uruguay . . . . .    | 30 augustus 1994 |
| Guyana . . . . .     | 16 januari 1995  |
| Jamaica . . . . .    | 17 mei 1995      |
| Peru . . . . .       | 14 juli 1995     |
| Paraguay. . . . .    | 22 oktober 1996  |
| Barbados. . . . .    | 14 februari 1997 |
| Venezuela . . . . .  | 14 februari 1997 |

De volgende Staten hebben de wijziging van het Verdrag van 26 augustus 1992 bekrachtigd of aanvaard:

|                      |                  |
|----------------------|------------------|
| Mexico. . . . .      | 1 september 1993 |
| Argentinië . . . . . | 18 januari 1994  |
| Chili . . . . .      | 18 januari 1994  |
| Brazilië . . . . .   | 30 mei 1994      |
| Suriname . . . . .   | 13 juni 1994     |
| Guyana . . . . .     | 16 januari 1995  |
| Uruguay . . . . .    | 20 februari 1995 |
| Jamaica . . . . .    | 17 mei 1995      |
| Peru . . . . .       | 14 juli 1995     |
| Belize . . . . .     | 23 november 1995 |
| Paraguay. . . . .    | 22 oktober 1996  |
| Barbados. . . . .    | 14 februari 1997 |
| Venezuela . . . . .  | 14 februari 1997 |

Uitgegeven de *zevende* augustus 1998.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. J. VAN AARTSEN